

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE SANTÉ PUBLIQUE

1, rue de la forêt

54520 LAXOU

Siret : 387 896 517 00027

RAPPORT du COMMISSAIRE aux COMPTES

sur les COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'Assemblée générale de l'association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Société Française de Santé Publique relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le changement de méthode relatif à la modernisation des états financiers et les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06, tel que mentionné dans le paragraphe « méthode générale » de l'annexe.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activités du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Villers-Lès-Nancy, le 21 avril 2026

EXPERTIS Partenaires & Associés

Commissaire aux Comptes



Représentée par Armelle BRICHLER

Commissaire aux Comptes

Annexe

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bilan

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)				Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
ACTIF IMMOBILISE						
Immobilisations incorporelles						
. Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	53 122	53 122				
Immobilisations corporelles						
. Installations techniques, matériel & outillage industriels	9 260	8 892	367	0,08	1 593	0,37
Immobilisations financières						
. Autres immobilisations financières	3 000		3 000	0,89	3 000	0,89
TOTAL (II)	65 381	62 014	3 367	0,77	4 593	1,05
ACTIF CIRCULANT						
Créances						
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	19 240		19 240	4,39	20 860	4,78
. Autres créances	72 598		72 598	16,58	82 515	18,92
Charges constatées d'avance	9 248		9 248	2,11	5 949	1,36
Disponibilités	333 502		333 502	76,15	322 177	73,88
TOTAL (III)	434 588		434 588	99,23	431 502	98,95
Frais d'émission des emprunts (IV)						
Primes de remboursement des emprunts (V)						
Ecart de conversion et différences d'évaluation Actif (VI)						
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	499 969	62 014	437 955	100,00	436 095	100,00

EXPERTIS Partenaires & Associés
Commissaire
aux
Comptes

PASSIF		Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	
FONDS PROPRES					
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Réserves					
. Réserves pour projet de l'entité		140 000	31,97	140 000	32,10
Report à nouveau		100 257	22,89	90 386	20,73
Excédent ou déficit de l'exercice		-17 717	-4,04	9 871	2,26
Situation nette (sous total)		222 541	50,81	240 257	55,09
TOTAL (I)		222 541	50,81	240 257	55,09
FONDS REPORTES ET DEDIES					
Fonds dédiés		29 617	6,76	8 200	1,88
TOTAL (II)		29 617	6,76	8 200	1,88
PROVISIONS					
Provisions pour charges		10 441	2,38	12 540	2,88
TOTAL (III)		10 441	2,38	12 540	2,88
DETTES					
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		65 714	15,00	71 758	16,45
Dettes fiscales et sociales		91 554	20,90	75 293	17,27
Autres dettes		8 038	1,84	27 765	6,37
Produits constatés d'avance		10 051	2,29	282	0,06
TOTAL (IV)		175 357	40,04	175 098	40,15
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)		437 955	100,00	436 095	100,00
ENGAGEMENTS REÇUS					
Legs nets à réaliser :					
- acceptés par les organes statutairement compétents					
- autorisés par l'organisme de tutelle					
Dons en nature restant à vendre					
ENGAGEMENTS DONNÉS					

Compte de résultat

COMPTE DE RÉSULTAT		Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)		%					
		Total		%		Total		%		Variation		%	
PRODUITS D'EXPLOITATION:													
Cotisations		38 067		5,68		30 228		4,57		7 839		25,93	
Ventes de biens et services													
- Ventes de biens		24 865		3,71		30 488		4,61		-5 623		-18,43	
- Ventes de prestations de services		178 303		26,62		118 135		17,87		60 168		50,93	
Produits de tiers financeurs													
- Concours publics et subventions d'exploitation		405 492		60,54		418 604		63,33		-13 112		-3,12	
- Ressources liées à la générosité du public													
- Dons manuels		1 230		0,18		3 747		0,57		-2 517		-67,16	
- Mécénats						2 310		0,35		-2 310		-100,00	
- Contributions financières		15 000		2,24						15 000		N/S	
Reprises sur amortiss., dépréciat.et provisions		5 000		0,75		14 050		2,13		-9 050		-64,40	
Produits des cessions d'immobilisations incorpor. et corporelles		49		0,01						49		N/S	
Utilisations des fonds dédiés						38 409		5,81		-38 409		-100,00	
Autres produits		87		0,01		368		0,06		-281		-76,35	
Total des produits d'exploitation (I)		668 094		99,75		656 339		99,30		11 755		1,79	
CHARGES D'EXPLOITATION:													
Autres achats et charges externes		191 849		28,64		240 884		36,45		-49 035		-20,35	
Impôts, taxes et versements assimilés		8 078		1,21		5 314		0,80		2 764		52,01	
Salaires et traitements		330 305		49,32		281 822		42,64		48 483		17,20	
Cotisations sociales		128 410		19,17		115 370		17,46		13 040		11,30	
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		1 226		0,18		1 589		0,24		-363		-22,83	
Dotations aux provisions		2 901		0,43		1 782		0,27		1 119		62,79	
Reports en fonds dédiés		21 417		3,20						21 417		N/S	
Autres charges		3 168		0,47		3 773		0,57		-605		-16,02	
Total des charges d'exploitation (II)		687 355		102,62		650 535		98,42		36 820			
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		-19 261		-2,87		5 804		0,88		-25 065		-431,85	
PRODUITS FINANCIERS:													
Autres intérêts et produits assimilés		1 681		0,25		4 606		0,70		-2 925		-63,49	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et													
Total des produits financiers (III)		1 681		0,25		4 606		0,70		-2 925		-63,49	
CHARGES FINANCIERES:													
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilères de placement et													
Total des charges financières (IV)													
RESULTAT FINANCIER (III - IV)		1 681		0,25		4 606		0,70		-2 925		-63,49	
RESULTAT COURANT avant Impôts (I - II + III - IV)		-17 581		-2,61		10 411		1,58		-27 992		-268,86	
PRODUITS EXCEPTIONNELS:													
Total des produits exceptionnels (V)													

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)	%
CHARGES EXCEPTIONNELLES:						
Total des charges exceptionnelles (VI)						
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)	136	0,02	540	0,08	-404	-74,80
Total des produits (I + III + V)	669 774	100,00	660 945	100,00	8 829	1,34
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	687 491	102,65	651 075	98,51	36 416	5,59
EXCEDENT OU DEFICIT	-17 717	-2,64	9 871	1,49	-27 588	-279,48
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Dons en nature						
Prestations en nature	326 025		325 069			
Bénévolat						
TOTAL	326 025		325 069			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite de biens						
Prestations en nature						
Personnel bénévole	326 025		325 069			
TOTAL	326 025		325 069			

Annexe aux comptes annuels

Préambule

La Société française de santé publique (SFSP) est une société savante et professionnelle qui réunit la diversité des acteurs de la santé publique exerçant en France.

Elle offre un espace ouvert à de nombreuses disciplines pour une réflexion collective interprofessionnelle, qui repose en particulier sur l'analyse critique des faits scientifiques.

Cette réflexion permet de formuler des propositions à l'intention des décideurs et, via les médias, d'éclairer l'opinion publique sur les enjeux des politiques de santé, les forces et les faiblesses de leur mise en oeuvre.

La SFSP souhaite particulièrement s'impliquer dans les années à venir dans la prise en compte de toutes les dimensions de l'intervention en santé publique, l'impact des politiques sur la santé, l'action sur les inégalités sociales de santé et la promotion de la démocratie en santé.

Forte d'un réseau d'environ 80 associations membres et de 600 membres individuels, implantés sur tout le territoire et impliqués dans l'ensemble des champs de la santé publique, la SFSP poursuit cinq missions clef :

- Une fonction de plateforme d'échanges des acteurs intervenant sur la santé.
- L'organisation de débats pour enrichir la réflexion et contribuer à la prise de décisions aussi fondées que possible.
- La production d'expertises et de connaissances sur des sujets de santé publique.
- L'organisation du partage et du transfert de connaissances et d'expérience.
- L'exercice d'une influence sur les politiques publiques et particulièrement les politiques de santé.

Santé publique est une revue à comité de lecture, bimestrielle, francophone, généraliste et multidisciplinaire. Editée par la SFSP et animée par un comité de rédaction indépendant, elle s'adresse à tous, chercheurs en santé publique, professionnels et usagers, décideurs et formateurs du domaine. Sa vocation est de soutenir la recherche en santé publique, de favoriser le partage de connaissances entre chercheurs et acteurs de terrain, et de faciliter les échanges de pratiques entre professionnels.

Son originalité est d'encourager et de faciliter l'échange d'expériences et de connaissances en proposant notamment un service d'accompagnement à la rédaction d'articles aux jeunes chercheurs et aux professionnels de terrain.

L'exercice social clos le 31/12/2025 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2024 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 437 955,13 E.

Le résultat net comptable est un déficit de 17 716,58 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis.



2 - Principes, règles et méthodes comptables

2.1 - Méthode générale

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03 et règlements ultérieurs modificatifs dont règlement 2022-06, aux prescriptions du Code du commerce, au règlement n° 2018-06 et règlement ANC 2023-03 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, à l'exception des incidences de la première application de l'ANC 2022-06
- indépendance des exercices.

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.

2.2 - Principales méthodes d'évaluation et de présentation

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2.2.1 - Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.



Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Logiciels informatiques	de 03 à 05 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 05 ans
Mobilier	03 ans

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

2 - Principes, règles et méthodes comptables (suite)

2.2.4 - Indemnités de fin de carrière :

Des hypothèses actuarielles ont également été introduites dans le calcul de l'engagement, conformément aux dispositions comptables (recommandation CNC n°2003-R.01).

Les paramètres retenus pour le calcul de l'engagement sont les suivants :

- Méthode dite des unités de crédit projetés avec salaires de fin de carrière
- L'engagement retraite est considéré comme étant égal à la somme des droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisé en fonction de l'ancienneté au jour des calculs par rapport à l'ancienneté au terme probabilisé (espérance de vie et rotation du personnel) et actualisé entre le jour du départ et le jour des calculs.
- Départ à l'initiative du salarié à 64 ans
- Taux d'augmentation des salaires
- Taux d'actualisation
- Table de mortalité
- Charges sociales patronales

L'engagement est évalué à 10 441 euros.

2.2.5 - Contributions volontaires :

L'évaluation financière du bénévolat a été effectuée sur la base d'un montant journalier de 450 euros (en référence aux indemnités des Experts de l'Union Européenne) et de 5 796 heures effectuées. La valorisation globale s'élève à 5 796 heures / 8 heures * 450 euros soit 326 025 euros.

2.3 - Changement de méthode d'évaluation et de présentation

Les comptes annuels ont été élaborés en tenant compte de l'application du règlement n°2022-06 relatif à la modernisation des états financiers. Les principales évolutions significatives apportées par le Règlement ainsi que les incidences de ce changement de méthode comptable induit par sa première application sont les suivantes :

Modifications de présentation opérées sur la colonne 2024 pour se conformer aux nouveaux modèles

- regroupement des charges et produits exceptionnels, qui étaient présentés sur plusieurs lignes en 2024 sur les deux lignes «PRODUITS EXCEPTIONNELS» et «CHARGES EXCEPTIONNELLES» ;
- dans la colonne comparative 2024 du bilan 2025, la ligne « Charges constatées d'avance » est présentée parmi les éléments constituant la rubrique des « Créances ».



3 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF

3.1 - Immobilisations :

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	53 122			53 122
Immobilisations corporelles	9 260			9 260
Immobilisations financières	3 000			3 000
TOTAL	65 382			65 382

3.2 - Amortissements :

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	53 122			53 122
TOTAL I	53 122			53 122
Terrains				
Constructions sur sol propres sur sol d'autrui inst. gén., agencmt				
Install. tech., matériel, outill. industriels				
Autres immobilisations corporelles Install. générales, agencements divers Matériel de transport Matériel de bureau et informatique Emballage récupérables et divers	7 666	1 226		8 892
TOTAL II	7 666	1 226		8 892
TOTAL GENERAL (I+II)	60 788	1 226		62 014

3.3 - Etat des créances et charges constatées d'avance

CREANCES	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'1 an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances			
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers	19 240	19 240	
Autres créances	72 598	72 598	
Charges constatées d'avance	9 248	9 248	
TOTAL	101 086	101 086	

EXPERTIS Partenaires & Associés
Commissaire aux Comptes

3 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF (suite)**3.4 - Etat des produits à recevoir**

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	
Subventions / financements	
Autres produits à recevoir	72 598
TOTAL	72 598

4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF

4.1 - Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves	140 000				140 000
Dont générosité du public					
Report à nouveau	90 386	9 871			100 257
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	9 871	-9 871	-17 717		-17 717
Dont générosité du public					
Situation nette	240 257		-17 717		222 541
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement					
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	240 257		-17 717		222 541
TOTAL dont générosité du public					

4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF (suite)**4.2 - Fonds dédiés**

Fonds dédiés au 31/12/2024 : Congrès EPH pour 8 200 euros, aucune dépense n'ayant été engagée sur 2025, le montant est reconduit.

Au 31/12/2025, on comptabilise des fonds dédiés pour 2 nouveaux projets :

- SPF projets CAPS pour 2 000 euros
- Université de Lorraine projet Erasmus + Sport pour 19 417 euros



Variation des fonds dédiés	A l'ouverture	Reports	Utilisations : Montant global	Utilisations : Dont remboursements	Transferts	A la clôture : Montant global	A la clôture : Dont fonds à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation Contributions financières d'autres organismes Ressources liées à la générosité du public	8 200	8 200			21 417	29 217	
TOTAL	8 200	8 200			21 417	29 217	

4.3 - Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises de l'exercice	A la clôture
Provisions pour investissement Amortissements dérogatoires Autres provisions réglementées				
TOTAL I				
Provisions pour litiges Provisions pour garanties aux clients Provisions pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pensions et obligations similaires Provisions pour impôts Provisions pour renouvellement des immobilisations Provisions pour gros entretiens et grandes révisions Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer Autres provisions pour risques et charges	7 540	2 901		10 441
TOTAL II	12 540	2 901	5 000	10 441
TOTAL GENERAL (I+II)	12 540	2 901	5 000	10 441

4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF (suite)

Dont dotations et reprises

- d'exploitation

840008

- financières

- exceptionnelles

4.4 - Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	65 714	65 714		
Dettes fiscales & sociales	91 554	91 554		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	7 028	7 028		
Produits constatés d'avance	10 051	10 051		
TOTAL	174 347	174 347		

4.5 - Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts & dettes établ. de crédit	
Emprunts & dettes financières div.	
Fournisseurs	27 181
Dettes fiscales & sociales	58 659
Autres dettes	6 182
TOTAL	92 022

5 - Notes sur le compte de résultat

5.1 - Subventions d'exploitation

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	Montant notifié N	Montant perçu N	Montant restant à percevoir en N+1	Montant perçu d'avance en N	Montant perçu d'avance en N-1
DGS		176 000	176 000			
CNAM		75 790	75 790			
SPF		100 000	100 000	30 000		
UNIVERSITE L		20 902	14 631	6 271		
ARS		20 000	20 000			
ANRS				5 000		
VILLE DE PAR				6 060		
FDVA		800	800			
APPRENTISSA		12 000	12 000			
TOTAL		405 492	399 221	47 331		

6 - Autres informations**6.1 - Effectif moyen**

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	3	
Non Cadres	4	
TOTAL	7	0

6.2 - Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 3437.1 E.